



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 10, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 10 janvier marque exactement quatre semaines jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 représentant la dernière fenêtre viable pour des cadres de gouvernance coordonnés nécessitant des annonces cette semaine pour permettre un temps de mise en œuvre suffisant. La pause opérationnelle de 28 jours à Port-au-Prince se poursuit comme la période soutenue la plus longue sans violence de gang majeure jamais enregistrée tandis que les gangs attendent la semaine d'annonces du 12 au 17 janvier pour déterminer leur réponse stratégique. Quatre jours consécutifs de silence des communications s'étendent pendant le week-end suggérant que les acteurs attendent le 12 janvier pour commencer la semaine de décision critique. Si aucun cadre n'émerge d'ici le 17 janvier Haïti entre dans les trois dernières semaines avec des revendications concurrentes ou un vide institutionnel.

SYNTHÈSE RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Exactement 28 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026.

Quatre jours consécutifs sans développements rapportés dans toutes les sources surveillées. La pause opérationnelle de gang de 28 jours à Port-au-Prince se poursuit sans incidents le 10 janvier.

La décision du tribunal fédéral sur le TPS n'a pas été rendue quatre jours après l'audience du 6 janvier.

Les 7 prochains jours représentent la dernière fenêtre viable pour des annonces de gouvernance coordonnées.

DÉVELOPPEMENT 1

LE SEUIL DE QUATRE SEMAINES: DERNIÈRE FENÊTRE VIABLE POUR UNE ACTION COORDONNÉE

Le 10 janvier 2026 marque exactement quatre semaines jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février représentant la dernière fenêtre viable pour que les acteurs annoncent des cadres de gouvernance coordonnés plutôt que des revendications de légitimité concurrentes. Tout cadre nécessitant la rédaction de décrets des consultations des parties prenantes l'approbation du CPT et la publication dans Le Moniteur nécessite un minimum de 14 à 21 jours de l'annonce à la mise en œuvre. Les cadres annoncés cette semaine du 12 au 17 janvier permettent 11 à 16 jours pour la mise en œuvre ce qui est opérationnellement serré mais faisable. Les cadres annoncés après le 20 janvier avec 18 jours ou moins restants créent des calendriers compressés qui risquent des échecs de mise en œuvre.

Les quatre jours consécutifs du 7 au 10 janvier de silence suggèrent que les acteurs attendent le 12 janvier pour commencer la semaine d'annonces critique. Ce calendrier indique une pause de week-end du 10 au 11 janvier en raison d'opérations gouvernementales et médiatiques réduites suivie d'une semaine d'annonces du 12 au 17 janvier qui fournit un timing optimal de 21 à 26 jours avant le 7 février pour une période de mise en uvre de 20 jours s'étendant du 18 janvier au 7 février. Si aucune annonce n'émerge d'ici le 17 janvier avec seulement 21 jours restants avant le 7 février Haïti entre dans les trois dernières semaines avec soit des cadres concurrents du CPT de la société civile et des acteurs internationaux soit un effondrement du statu quo sans cadre et vide institutionnel le 7 février.

Le seuil de quatre semaines est le dernier moment où la CARICOM l'OEA et l'ONU peuvent convoquer des sessions d'urgence pour coordonner la division États-Unis-Canada reflétée dans la déclaration du secrétaire Rubio du 1er janvier par rapport à la position du ministre Giroux du 16 décembre et légitimer une position internationale unifiée. Après le 17 janvier avec seulement trois semaines restantes les acteurs internationaux manquent de temps suffisant pour la coordination diplomatique les forçant soit à approuver une extension unilatérale du CPT qui contredit la position de fin inconditionnelle du Canada soit à rester neutres ce qui permet aux cadres concurrents de proliférer soit à soutenir des alternatives de la société civile ce qui nécessite un examen rapide des propositions.



CONTEXTE HISTORIQUE

La transition d'Haïti de 2004 suivant le départ du président Aristide a connu un calendrier compressé similaire où le cadre du gouvernement intérimaire a été annoncé seulement 12 jours avant la mise en uvre créant des disputes de légitimité qui ont persisté tout au long de la période de transition.

POINTS DE DISCUSSION

Exactement 28 jours restent jusqu'au 7 février représentant le seuil psychologique et opérationnel de quatre semaines.

Les cadres annoncés cette semaine du 12 au 17 janvier permettent un temps de mise en uvre viable minimum de 11 à 16 jours.

Les annonces après le 20 janvier créent des calendriers compressés avec 18 jours ou moins risquant des échecs de mise en uvre.

Le silence de quatre jours du 7 au 10 janvier suggère que les acteurs attendent le 12 janvier pour commencer la semaine d'annonces.

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

La CARICOM l'OEA et l'ONU doivent convoquer des sessions d'urgence cette semaine pour coordonner la division États-Unis-Canada.

Si aucune annonce d'ici le 17 janvier Haïti entre dans les trois dernières semaines avec des cadres concurrents ou un vide.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait convoquer une session de coordination d'urgence CARICOM-OEA-ONU d'ici le 15 janvier.

Le CPT devrait annoncer un cadre de gouvernance d'ici le 16 janvier pour permettre 22 jours pour la mise en œuvre.

Les acteurs de la société civile devraient finaliser les propositions de formule de remplacement d'ici le 14 janvier pour examen par les parties prenantes.

Les donateurs devraient établir des cadres de contingence du 7 février pour les scénarios de continuité institutionnelle.

Les réseaux médiatiques et diasporiques devraient préparer des stratégies de communication publique pour de multiples résultats de gouvernance.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

LA PAUSE DE 28 JOURS: LA PHASE FINALE STRATÉGIQUE DES GANGS APPROCHE

La pause opérationnelle de 28 jours à Port-au-Prince s'étendant du 21 décembre au 10 janvier représente la période soutenue la plus longue sans violence de gang majeure jamais enregistrée démontrant la discipline stratégique des gangs et le contrôle territorial sur 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince. La pause approche d'un point d'inflexion critique où les gangs doivent décider s'ils prolongent la retenue jusqu'au 7 février ou reprennent la violence mi-à-fin janvier en fonction des signaux du gouvernement concernant les négociations d'amnistie.

L'avertissement du Crisis Group du 15 décembre selon lequel les gangs recherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février signifie que la pause a une date limite stratégique autour de fin janvier après laquelle les gangs perdent leur fenêtre de négociation si aucun cadre

n'émerge.

Si le gouvernement signale sa volonté de négocier l'amnistie dans les 7 à 10 prochains jours entre le 12 et le 20 janvier les gangs peuvent prolonger la pause jusqu'au 7 février comme preuve de bonne foi pour les négociations et démonstration de contrôle prouvant qu'ils peuvent suspendre la violence indéfiniment tout en établissant un effet de levier politique en rendant la transition fluide du 7 février dépendante de la coopération des gangs. Cependant si le gouvernement maintient sa doctrine de non-négociation déclarée par le Premier ministre le 28 décembre et annonce l'extension du mandat du CPT sans engagement des gangs attendez-vous à la reprise de la violence à Port-au-Prince entre le 15 et le 25 janvier pour faire pression sur les négociations du 7 février en démontrant l'impuissance du gouvernement et exploiter la faiblesse politique alors que la légitimité du CPT s'effondre.

La pause de 28 jours démontre que les gangs ont une discipline opérationnelle et un contrôle territorial suffisants pour maintenir une retenue prolongée les positionnant pour répondre stratégiquement à tout cadre de gouvernance qui émerge pendant la semaine d'annonces du 12 au 17 janvier. Si les gangs prolongent la pause jusqu'au 7 février mais qu'aucun cadre d'amnistie ne se matérialise attendez-vous à une escalade majeure dans la semaine après le 7 février s'étendant du 8 au 15 février ciblant les acteurs politiques refusant de négocier l'infrastructure économique y compris le port l'aéroport et les marchés pour démontrer l'effet de levier et potentiellement les installations internationales y compris les ambassades et les composés de l'ONU ou des ONG pour forcer la pression internationale sur le nouveau gouvernement.



CONTEXTE HISTORIQUE

La pause opérationnelle des gangs de décembre 2023 précédant la démission du Premier ministre en février 2024 a démontré une discipline stratégique similaire où les gangs ont suspendu la violence majeure pendant 38 jours avant de reprendre les attaques coordonnées qui ont forcé le changement gouvernemental.

POINTS DE DISCUSSION

La pause de 28 jours à Port-au-Prince du 21 décembre au 10 janvier est la période soutenue la plus longue jamais enregistrée.

Les gangs contrôlent 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince démontrant la capacité de discipline opérationnelle prolongée.

L'évaluation du Crisis Group du 15 décembre confirme que les gangs recherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février.

Une date limite stratégique approche autour de fin janvier si aucun cadre d'amnistie n'émerge.

La réponse des gangs à la semaine d'annonces du 12 au 17 janvier signalera si le 7 février sera fluide ou chaotique.

La reprise de la violence est probable du 15 au 25 janvier si le gouvernement maintient la doctrine de non-négociation.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les forces de sécurité devraient préparer des plans de contingence pour une reprise potentielle de la violence entre le 15 et le 25 janvier.

Le gouvernement devrait évaluer les coûts stratégiques du maintien de la doctrine de non-négociation par rapport à un cadre d'amnistie contrôlé.

Les partenaires internationaux devraient développer des cadres de négociation avec les gangs pour les scénarios de gouvernance post-7 février.

Les acteurs humanitaires devraient pré-positionner des fournitures pour un déplacement potentiel si la violence reprend.

La BINUH devrait établir des canaux de communication avec les dirigeants de gangs pour évaluer la durabilité de la pause.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

LE SILENCE DE QUATRE JOURS: EXTENSION DU WEEK-END DU BLACKOUT DES COMMUNICATIONS

Les quatre jours consécutifs du 7 au 10 janvier sans développements y compris le week-end du 9 au 10 janvier confirment que le blackout des communications est délibéré plutôt qu'accidentel. Des recherches exhaustives d'Haiti Libre Haiti24 Le Nouvelliste AlterPresse Vant Bef Info et des services de fil internationaux y compris Reuters AP et AFP n'ont donné aucun nouveau développement politique de sécurité ou opérationnel à partir de 17h28 EST le 10 janvier 2026.

L'extension pendant le week-end suggère qu'aucune annonce d'urgence n'est imminente et que les acteurs continuent soit les négociations en interne coordonnent en externe soit chronométrant stratégiquement les annonces pour le 12 janvier pour commencer la semaine d'annonces.

Si le CPT la société civile ou les acteurs internationaux avaient des cadres urgents à annoncer ils n'attendraient pas pendant le week-end. Le silence indique que les cadres ne sont pas encore finalisés et que les acteurs manquent de consensus sur les approches de gouvernance du 7 février. Le silence de quatre jours génère des spéculations et de l'anxiété dans les médias haïtiens et les communautés diasporiques comme référencé dans le cadrage de basculement de Radio Métropole du 5 janvier. Plus le silence s'étend plus la panique publique augmente concernant la peur d'un vide institutionnel le 7 février l'opposition se mobilise avec le MORN et l'Accord de Montana préparant des réponses et la pression internationale s'accumule alors que les donateurs et partenaires exigent de la clarté.

Avec exactement quatre semaines restantes le changement psychologique d'un mois à moins d'un mois amplifiera la pression sur les acteurs pour annoncer des cadres. Le silence de quatre jours ne peut pas s'étendre au-delà du 15 janvier avec seulement trois semaines restantes sans déclencher une couverture médiatique de crise y compris des comptes à rebours quotidiens et des récits de basculement une mobilisation de l'opposition y compris des sit-ins du MORN et des conférences de presse de l'Accord de Montana et une intervention internationale par des déclarations d'urgence de la CARICOM et de l'OEA. Le silence se terminant le 12 janvier signalerait le début de la semaine de décision critique tandis que le silence s'étendant au-delà du 15 janvier confirmerait la paralysie institutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le blackout des communications de juillet 2021 suivant l'assassinat du président Moïse a duré six jours avant que le cadre du gouvernement intérimaire n'émerge démontrant des schémas similaires où un silence prolongé a précédé des annonces ou des crises institutionnelles majeures.

POINTS DE DISCUSSION

Quatre jours consécutifs du 7 au 10 janvier sans développements rapportés dans toutes les sources surveillées.

L'extension pendant le week-end du 9 au 10 janvier confirme le blackout des communications

délibéré et non une pause accidentelle.

Aucune annonce d'urgence ne suggère que les cadres ne sont pas finalisés et que les acteurs manquent de consensus.

Le silence génère des spéculations et de l'anxiété dans les médias haïtiens et les communautés diasporiques.

Ne peut pas s'étendre au-delà du 15 janvier sans déclencher une couverture médiatique de crise et une mobilisation de l'opposition.

Le silence se terminant le 12 janvier signalerait le début de la semaine de décision critique.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations médiatiques devraient préparer des cadres de couverture de contingence pour de multiples scénarios d'annonces de gouvernance.

Les réseaux diasporiques devraient établir des protocoles de communication communautaire pour une diffusion rapide d'informations du 7 février.

Les acteurs de la société civile devraient finaliser les propositions de gouvernance alternatives d'ici le 12 janvier pour publication immédiate.

Les partenaires internationaux devraient émettre des déclarations publiques d'ici le 14 janvier exigeant de la clarté de gouvernance de tous les acteurs.

Les groupes d'opposition devraient coordonner des stratégies de réponse pour des scénarios y compris l'extension du CPT l'alternative de la société civile ou le vide.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

RETARD DE LA DÉCISION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL SUR LE TPS: L'INCERTITUDE DE LA DIASPORA S'INTENSIFIE

Le tribunal fédéral n'a pas rendu de décision quatre jours après l'audience du 6 janvier 2026 sur la résiliation du Statut de Protection Temporaire par l'administration Trump affectant environ 350 000 Haïtiens aux États-Unis. Avec 24 jours restants jusqu'à l'expiration du TPS le 3 février et 28 jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février la diaspora fait face à une incertitude

aggravée où les crises de statut d'immigration et de gouvernance nationale convergent. Le retard de la décision suggère soit une complexité de délibération judiciaire concernant les questions de séparation constitutionnelle des pouvoirs soit une coordination avec le Département d'État concernant les évaluations de stabilité de gouvernance d'Haïti avant de déterminer la faisabilité de continuation du TPS.

La convergence temporelle crée une pression stratégique où les arguments de continuation du TPS dépendent en partie des évaluations de stabilité de gouvernance d'Haïti mais le 7 février représente le moment exact où cette stabilité s'effondre si aucun cadre de succession du CPT n'émerge. Si le tribunal décide en faveur de la continuation du TPS mais qu'Haïti entre dans un vide institutionnel le 7 février l'administration pourrait immédiatement déposer de nouvelles procédures de résiliation citant des conditions de pays changées. Inversement si le tribunal maintient la résiliation avant le 7 février cela élimine l'effet de levier de la diaspora dans les débats de gouvernance nationale en forçant la concentration sur les défis d'immigration américains plutôt que sur le plaidoyer de transition d'Haïti.

Le retard de décision de quatre jours coïncidant avec le silence des communications haïtiennes de quatre jours suggère une coordination potentielle où les acteurs judiciaires et diplomatiques attendent la clarté sur les cadres de gouvernance du 7 février avant de prendre des déterminations de TPS qui pourraient être immédiatement sapées par l'effondrement institutionnel d'Haïti. Cela crée une boucle d'incertitude en cascade où les défenseurs du TPS ne peuvent pas argumenter pour la continuation basée sur une gouvernance stable mais les acteurs haïtiens ne peuvent pas revendiquer une gouvernance stable sans résoudre la succession du 7 février et les gangs maintiennent la pause opérationnelle en partie en attendant des signaux de pression de la diaspora qui dépendent de la sécurité du TPS.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'extension du TPS de septembre 2023 a été accordée en partie sur la base des évaluations de l'ONU de la stabilité de gouvernance d'Haïti à travers le cadre de transition du CPT démontrant comment les décisions de statut d'immigration de la diaspora se connectent directement aux évaluations de continuité institutionnelle nationale.

POINTS DE DISCUSSION

Le tribunal fédéral n'a pas rendu de décision quatre jours après l'audience du 6 janvier affectant 350 000 Haïtiens.

24 jours jusqu'à l'expiration du TPS le 3 février et 28 jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février.

Le retard de décision suggère une complexité judiciaire ou une coordination avec le Département d'État sur les évaluations de stabilité d'Haïti.

La convergence temporelle crée une pression où les arguments du TPS dépendent de la stabilité de gouvernance du 7 février.

Le retard de décision de quatre jours coïncide avec le silence des communications haïtiennes de quatre jours suggérant une coordination potentielle.

Boucle d'incertitude en cascade où la pression de la diaspora du TPS et les décisions de gouvernance d'Haïti sont interdépendantes.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations de plaidoyer de la diaspora devraient préparer des stratégies à double voie pour la continuation du TPS et l'engagement de gouvernance du 7 février.

Les équipes juridiques devraient rédiger des pétitions d'extension d'urgence du TPS basées sur les scénarios de vide institutionnel du 7 février.

Le Département d'État devrait émettre une évaluation publique de la stabilité de gouvernance d'Haïti pour informer les délibérations judiciaires sur le TPS.

Le Caucus haïtien du Congrès devrait demander une décision accélérée du tribunal pour permettre un temps de planification stratégique de la diaspora.

Les partenaires internationaux devraient prendre en compte la stabilité des envois de fonds de la diaspora dans les cadres de contingence du 7 février.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur les rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER PROCHAINEMENT

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Est-ce qu'un acteur brisera le silence de quatre jours le 11 janvier ou le 12 janvier avec des annonces de gouvernance concrètes du 7 février signalant le début de la semaine de décision critique. Surveiller les canaux du CPT de la société civile et de la CARICOM de l'OEA et de

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

l'ONU pour les publications de cadres ou les annonces de sessions d'urgence. Le risque de silence continu jusqu'au pousserait la fenêtre d'annonce à mi-semaine augmentant la compression du calendrier de mise en uvre.

CETTE SEMAINE

Est-ce que le CPT la société civile ou les acteurs internationaux annonceront des cadres de gouvernance pendant le 12 au 17 janvier représentant la dernière fenêtre de coordination viable avec un temps de mise en uvre suffisant avant le 7 février. Surveiller les publications de décrets dans Le Moniteur les sessions d'urgence de la CARICOM ou de l'OEA et les conférences de presse de la société civile. Si le silence continue jusqu'au 17 janvier Haïti entre dans les trois dernières semaines avec des cadres concurrents ou un effondrement du statu quo. La réponse des gangs aux cadres annoncés signalera si la pause de 28 jours s'étend ou si la violence reprend.

HORIZON STRATÉGIQUE

Est-ce que les gangs reprendront la violence à Port-au-Prince entre le 15 et le 25 janvier si le gouvernement maintient la doctrine de non-négociation et annonce l'extension du CPT sans engagement d'amnistie. Surveiller la décision du tribunal fédéral sur le TPS avant l'expiration du 3 février et l'expiration du mandat de la BINUH le 31 janvier nécessitant une action du Conseil de sécurité. Le 7 février représente un point de convergence où le mandat du CPT le calendrier d'expiration du TPS et la date limite stratégique des gangs se croisent créant soit un cadre de transition coordonné soit un vide institutionnel avec escalade de la violence.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre surveillance exhaustive 10 janvier 2026

Le Nouvelliste surveillance 10 janvier 2026

Reuters service de fil surveillance 10 janvier 2026

Radio Métropole 5 janvier 2026 reportage sur le basculement

Crisis Group 15 décembre 2025 évaluation de l'amnistie des gangs

OCHA 6 janvier 2026 rapport de déplacement de Montrouis

Conseil de sécurité de l'ONU documentation du mandat de la BINUH

CPT 28 décembre 2025 déclaration du Premier ministre sur la non-négociation

Secrétaire d'État américain Rubio 1er janvier 2026 déclaration de politique sur Haïti

Ministre des Affaires étrangères canadien Giroux 16 décembre 2025 déclaration de fin de mandat